

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-dette-externe-argentine-Alejandro-Olmos-Gaona>

La dette externe argentine » Alejandro Olmos Gaona.

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : jeudi 1er mars 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Quand la dictature civique-militaire a usurpé le pouvoir le 24 mars 1976, la dette extérieure du pays atteignait 7.500 millions de dollars. La nouvelle politique économique du ministre de l'Économie, José A. Martínez de Hoz, allait la multiplier par six grâce à une politique favorable aux intérêts des banques étrangères, qui de plus, serait un facteur décisif dans la destruction de l'appareil productif du pays et disposerait de l'active collaboration des organismes multilatéraux de crédit, ce qui fut mis en évidence quand trois jours après le coup d'Etat, le FMI octroya un prêt la dictature, qui avait été refusé au gouvernement constitutionnel.

Cela semble singulièrement étrange que dans toute la documentation écrite sur l'endettement externe, sont ignorées - sauf à quelques exceptions - les investigations réalisées par le Tribunal Fédéral N° 2, où on a pu déterminer avec clarté, dans une affaire déjà jugée, et dans autres deux qui se trouvent cours, l'origine de la dette, de ses caractéristiques et les bénéficiaires ; identifiant avec clarté ceux qui l'ont mis sur pied et renégocié, nuisant ainsi gravement aux finances de la République. On préfère recourir aux théorisations spéculatives, aux chiffres pas toujours fiables et aux critiques des politiques économiques, sans commencer en aucune façon à démêler le substantiel d'un processus qui s'est trouvé être le paradigme de la fraude.

Les experts qui ont réalisé l'audit à la demande de la justice fédérale, dans la plainte déposée en 1982 par Alejandro Olmos, ont clairement déterminé que cette dette n'avait pas de justification économique, ni administrative, ni financière et qu'on ignorait la destination des fonds, en plus d'avoir prouvé les illégalités dénoncées. Mais au-delà de ces audits, l'enquête a montré le caractère discrétionnaire avec lequel ont été gérés les fonds publics ; l'endettement sans justification des entreprises de l'État, l'inexistence de tout registre de la dette, et jusqu'au point extrême de consigner dans « un cahier noir » la gestion des réserves internationales pour la soustraire à toute possibilité d'audit la validité de tels placement. Elle établit la responsabilité du FMI qui pilotait de façon permanente l'ensemble du processus, c'est ainsi qu'il avait désigné un représentant permanent ayant ses bureaux dans la Banque Centrale [en Argentine]. La dette d'YPF [société Pétrolière nationale] est un exemple de tout ce processus délictueux, passant de 363 millions de dollars en 1976 à plus de 6.000 en décembre 1983, sans que l'entreprise n'ait reçu les dollars sur lesquels elle s'engageait.

Malgré les discours réitérés de Martínez de Hoz et de ses successeurs, la réalité des comptes publics montre que la balance des paiements affichait un déficit annuel moyen de 2.400 millions de dollars, et les services financiers ont oscillé entre les 5.400 et 5.800 millions de dollars par an. Les taux d'intérêt des prêts ont été en augmentation constante, jusqu'à atteindre le taux exorbitant de 21 %, ce qui a déterminé la croissance exponentielle des obligations émises à taux variable, portant la dette en décembre 1983, quand le docteur Alfonsín a pris le pouvoir, à la somme de 45.000 millions de dollars c'est-à-dire six fois plus que celle existant quand le coup d'Etat militaire a eu lieu.

En janvier 1984, par disposition du ministre de l'Économie du gouvernement radical, le docteur Bernardo Grinspun, a été lancé un audit de la dette privée mené par des auditeurs externes embauchés par la banque Centrale, afin d'établir les caractéristiques de celle-ci.

Grinspun avait clairement conscience de l'illégalité de la dette, d'où les affrontements constants qu'il a eu avec le FMI et avec les banques créancières. Sa position irréductible, ajoutée aux méandres que montraient les opérations réalisées par les entreprises privées, l'a amené à démissionner dans la seconde moitié de 1985, puisque cela n'intéressait pas le Gouvernement que ces prêts fabriqués soient mis en évidence à cause des frictions que cela pouvait générer avec le patronat national et étranger.

La progression de l'enquête en cette année 1984 et une partie de 85 a montré les opération illicites d'entreprises comme Cogasco, Renault Argentina, Cementos NOA, Suchard, Perez Companc, ISIN, Parques Interama, Textil Castelar, Fiat, Selva Oil, Sideco Americana, Bidas, Ford Motor Argentina, Cargill, Techint, IBM, Banco de Galicia,

Banco de Italia, Citibank, Banco Mercantil, Banco de Londres, Aluar, Swift, Celulosa, Mercedes-Benz, SADE, Juan Minetti, Alpargatas, etcétera, qui avaient transféré leurs dettes à l'État ; et à cause de cela, il a été décidé de ne pas poursuivre et de classer sans suite les résultats, qui ont été sans doute détruits dans les années 90 et récemment ont pu être individualisées de telles opérations de 2001 par le témoignage de plusieurs auditeurs devant la justice fédérale, qui ont, de plus, fourni les duplicata du travail qu'ils avaient réalisé.

Comme à cette époque, l'Etat était le seul garant des obligations du secteur privé, et les créanciers liés au FMI pressaient le gouvernement pour qu'il devînt le débiteur principal, le docteur José Luis Machinea, président de la Banque Centrale, a complété le transfert de dettes privées le 1er juillet 1985, grâce aux circulaires "A" 695, 696 et 697.

Le peu d'opérations réalisées pendant le gouvernement d'Alfonsín ont porté la dette à 63.000 millions de dollars, et ce fut le président Menem qui réalisera l'arrangement définitif avec les créanciers, en libérant les banques de passifs supposés in-recouvrables et substituant les crédits de celles-ci par les *Bons Brady* émis par l'État, avec la garantie de bons du Trésor des États-Unis.

En suivant les indications de Nicholas Brady, ex-secrétaire du Trésor des États-Unis, qui avait bâti un plan de sauvetage pour rendre bénéficiaires les banques créancières à travers une réduction fictive de la dette nominale de l'État, le ministre de l'Économie, Domingo F. Cavallo, a finalement choisi en 1992 la Citibank et la J. P. Morgan pour qu'elles préparent le plan financier de refonte de la dette, et PriceWaterhouse comme cabinet-conseil.

Durant cette année là, continuant avec une pratique en place depuis de décennies, on n'avait pas la moindre idée de quel était en réalité le total de la dette. Les obligations externes se payaient par simple présentation d'un avis d'échéance, sans demander aux créanciers qui exhibaient les instruments ce qui faisait la légitimité des dettes réclamées, puisque la banque Centrale et le Ministère de l'Économie avaient seulement des simples annotations statistiques sans valeur comptable. Pour résoudre le problème il a été décidé faire appel aux créanciers en les embauchant, pour qu'ils déterminent le montant des dettes, les intérêts qu'ils devaient se payer, si bien que ce fut la première fois dans l'histoire de notre pays qu'un groupe de banques créancières ont géré la dette publique et privée de 1992 à presque 1995, quand pris fin l'organisation de l'ensemble du processus de conciliation des passifs.

Il est important de préciser que dans tous les contrats qui ont été signés en 1993, qui ont facilité le *Plan Bradys*, sont incluses des clauses qui violent l'ordre juridique du pays, le laissant dans un état complet d'incapacité à se défendre et l'obligeant à renoncer de forme irrévocable à toute action possible en raison de la nullité, illégalité ou non exécutabilité des contrats. On est arrivé à l'extrémité d'accepter que les créanciers rédigent les rapports juridiques des avocats extérieurs au pays, et pire encore ceux que devait émettre le conseiller légal de la banque Centrale et le procureur du Trésor de la Nation.

Conséquence de cette opération ruineuse, de 1994 à 2000, ont été payés au titre des intérêts de la dette et des amortissements 108.685 millions de dollars, des bons étant émis pour 77.400 millions et le reste étant couvert avec des fonds provenant de prêts octroyés par le FMI et la Banque mondiale. C'est-à-dire qu'on a émis une nouvelle dette pour payer la vieille dette, qui a continué d'augmenter jusqu'à arriver à la somme de 150.000 millions de dollars en 2001.

Comme il ne pouvait pas en être autrement, le plan de transformation a eu le plein appui du FMI et de la Banque Mondiale qui ont envoyé des communiqués à la communauté financière internationale pour l'informer des engagements pris par le gouvernement argentin pour tout ce qui avait à voir avec la privatisation des entreprises publiques, spécialement YPF ; l'assouplissement des lois de travail ; diminution des impôts ; la privatisation du système de retraite. Mais de plus, et contrairement à ce qui est établi dans leurs rigoureuses réglementations, ces institutions multilatérales ont prêté au gouvernement 3.200 millions de dollars pour qu'elles puissent acheter les

garanties des obligations qui seraient données aux créanciers.

Avec la présidence de Fernando de la Rúa, avété demandé un blindage financier pendant la gestion du ministre Machinea, et finalement est revenu Cavallo - le sauveur supposé de la catastrophe économique qui approchait et à qui des pleins superpouvoirs ont été octroyés par le Congrès presque à l' unanimité - celui-ci est convenu avec les banques étrangères d'un méga-échange de titres qui a augmenté la dette à 191.263 millions de dollars, soit celle que Kirchner a reçu, et qui a été la matière de la refonte connue de 2005, qui a curieusement a pu compter avec les conseils des mêmes avocats étasuniens embauchés par Menem en 1989, ceux qui aujourd'hui -à ce qu'on suppose- nous défendent des nombreux procès entamés par les créanciers qui sont restés hors de cet échange.

Malgré les discours officiels, et ceux de ces analystes proches du Gouvernement qui parlent de façon irresponsable de désendettement, la réalité est que bien que la dette avec le FMI ait été soldée et avec le paiement des intérêts correspondants de 2006 à maintenant, la dette dépasse aujourd'hui les 175.000 millions de dollars, et en continuant avec le vieux et vénérable mécanisme des refinancements, on va continuer d'émettre une nouvelle dette pour annuler la vieille, ce qui est tout simplement « aller droit à la banqueroute » comme l'avait manifesté avec une perception singulière le ministre des Finances Juan José Romero en 1893, dans les instructions données à notre ministre à Londres pour qu'il demande aux créanciers un moratoire de dix ans, devant l'impossibilité de remplir les engagements pris.

Il semble surprenant qu'aucun gouvernement de la dictature à maintenant ne soit arrivé à réaliser un audit exhaustif de la dette publique et privée, et sur cette base, ait décider comment négocier de façon réaliste avec les créanciers. Le président de l'Équateur, Rafael Correa, l'a fait et a ordonné un audit de la dette du pays de 1976 à 2005, prouvant à travers une minutieuse documentation, l'illégalité, l'illégitimité et encore jusqu'aux délits d'action publique commis par les fonctionnaires dans l'engagement de cette dette, les pressions habituelles du secteur financier international, les prêts de la Banque Mondiale détournés en paiement de la dette, les extorsions, la soumission inconditionnelle du pays aux intérêts des créanciers, sans que les termes contractuels ne fussent jamais discutés, toute exigence étant acceptée comme quelque chose de normale. On a pu démontrer comment les procureurs généraux défendaient l'intérêt des créanciers et comment la Constitution et la loi était impunément violée.

Comme membre de la « Commission d'Audit », et ensuite comme collaborateur du président Correa, j'ai vérifié que devant la transparence des comptes publics, la capacité de négociation du pays a acquis une force substantielle, et que les créanciers ont non seulement cessé d'être en condition d'imposer leurs politiques habituelles mais qu'ils ont dû accepter les nouvelles règles dictées par un gouvernement disposé à ne plus jamais soumettre son peuple à la faim, pour satisfaire les exigences habituelles des prêteurs dans ce système de dette qui paraissait n'avoir jamais de fin.

[Critica Digital](#) . Buenos Aires, le 13 Novembre 2009.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#) Paris, le 13 novembre 2003